

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 09/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société AGRANA FRUIT FRANCE**

435 avenue Victor Hugo  
26000 Valence

Références : 20240405-RAP-DAEN0341  
Code AIOT : 0006102760

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2024 dans l'établissement AGRANA FRUIT FRANCE implanté 435 avenue Victor Hugo 26000 Valence. L'inspection a été annoncée le 06/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGRANA FRUIT FRANCE
- 435 avenue Victor Hugo 26000 Valence
- Code AIOT : 0006102760
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AGRANA FRUIT FRANCE exerce une activité de transformation de fruits pour des produits laitiers, des glaces et des pâtisseries depuis 1963 sur le site de Valence, d'abord sous le nom

de Michel Fruit, puis SIAS MPA à partir de 1989 et ATYS à partir de 2002. En 2006, la société ATYS est devenue AGRANA FRUIT FRANCE. Le site emploie actuellement 95 salariés.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Délais
1	Point situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article '1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	31/05/24
5	Moyens de lutte contre l'incendie – Stockage de liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	31/05/24
6	Réalisation des requalifications périodiques – situation irrégulière	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	31/05/24
7	Absence de mur coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	31/05/24
8	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2	/	Demande d'action corrective	30/06/24
9	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Demande d'action corrective	30/06/24
10	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30/06/24
12	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/07/24
15	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	31/07/24
16	Étanchéité et curage des égouts	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article 4.3.4	/	Demande d'action corrective	31/07/24

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Délais
17	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 32	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	31/07/24
18	Effluents - contrôle de la présence d'H2S	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article 4.5.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	31/07/24

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prévention du risque pollution par eaux extinction – Rétention	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2	Susceptible de suites	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2 et 3	Susceptible de suites	Sans objet
4	Maintenance et test – suivi des non-conformités	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2	Susceptible de suites	Sans objet
11	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2	/	Sans objet
13	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
14	Débit de rejet	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 12 mars 2024 s'est déroulée dans le cadre de l'action régionale concernant le contrôle des rejets aqueux.

Cette inspection a également permis d'aborder les non-conformités de l'inspection précédente qui n'étaient pas soldés. Des justificatif ou actions correctives sont encore attendues notamment en ce

qui concerne le positionnement sur le classement sous la rubrique 4510 et les moyens de lutte contre l'incendie pour les stockages de liquides inflammables.  
Lors de cette inspection, de nouveaux écarts ont été relevés concernant en particulier les réseaux d'eaux usées et pluviales et le respect des valeurs limites d'émission pour le pH et la température.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Point situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 22/03/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau des activités tel que mis à jour par l'article 1 de l'AP n°2016200-0010 du 13/07/2016
<b>Constats :</b> <b><u>Constats issus de l'inspection du 22/03/2022 :</u></b> Demande de compléments : L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas de changement depuis la mise à jour de 2016. Cependant, suite à la parution de l'arrêté du 24 septembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les arrêtés de prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques nos 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663, l'exploitant doit vérifier le classement de ces installations au titre des rubriques 1510 et 1511. Il est rappelé que le seuil en volume de la rubrique 1510 s'applique lorsque la quantité de matières ou produits combustibles est supérieure à 500 tonnes, le volume à prendre en compte pour la rubrique 1510 étant celui de l'entrepôt et non le volume des matières ou produits susceptibles d'être stockés. Le guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, version 2 de septembre 2021 est disponible sur le site AIDA. Délai : 30/05/2022  <b><u>Constats lors de l'inspection du 12/03/2024 :</u></b> Comme déjà indiqué, il convient de se référer au guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, version 2 de septembre 2021, disponible sur le site AIDA. La démarche du guide est à dérouler. Tous les stockages de matière combustibles doivent être regardés et non uniquement les stockages de produits inflammables. Or, le positionnement transmis ne concerne que les stockages de produits inflammables.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit se positionner sur le classement du site vis-à-vis de la rubrique 1510 en se référant au guide précité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 31/05/24

**N° 2 : Prévention du risque pollution par eaux extinction – Rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Modifié par l'article 3 de l'AP n° 2014276-0011 du 03/10/2014 : 4.7 - Prévention des pollutions accidentelles 4.7.2 Capacités de rétention 4.7.2.4 Les dispositions suivantes permettent de contenir les eaux d'extinction incendie : (APC du 03/10/2014) - obturateurs sur les réseaux d'eau, - acrotère anti-déversement étanche sur tout le parcours mitoyen au site du côté du canal des Malcontents.
<b>Constats :</b> <b>Constat issu de l'inspection du 22/03/2022 :</b> Le réseau d'eaux pluviale comporte 11 obturateurs. Ceux-ci sont de type ballons gonflables automatiquement par une cartouche de gaz. La mise en rétention nécessite également la mise en place de 3 bouchons sur les évacuations d'eau du muret étanche qui protège le canal des Malcontents. Ces bouchons sont accrochés sur la barrière à proximité immédiate de l'évacuation à boucher avec un affichage des consignes. L'exploitant a présenté une procédure de mise en rétention (mise à jour du 04/01/2019). Non-conformité : La dernière vérification des obturateurs date du 25/09/2018. L'étiquette de suivi apposée sur les obturateurs indique une prochaine vérification en 2019. La maintenance et la vérification des obturateurs ne sont pas réalisées. Délai : mise en conformité dès que possible – justificatifs avant le 30/05/2022.  <b>Constat lors de l'inspection du 12/03/2024 :</b> L'exploitant réalise régulièrement les contrôles des obturateurs. Les rapports des contrôles des 28/07/2022 et 05/07/2023 ont été présentés. Les travaux préconisés ont été réalisés. <b>Observation :</b> <b>Les étiquettes présentes sur les obturateurs ne sont pas à jour. La date du dernier contrôle n'est pas renseignée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2 et 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/03/2022</li> </ul>

- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### **Prescription contrôlée :**

##### **6.4 - Lutte contre l'incendie**

L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ils se composeront :

##### **6.4.1 - Moyens mobiles**

- d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 À (ou équivalent) à raison d'un appareil pour 250 m<sup>2</sup> pour les ateliers, magasins, entrepôts, etc.
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables,
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques.

Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances.

##### **6.4.2 - Moyens fixes**

- de RIA conformes à la norme NFS 61.201 de 40 mm et protégés contre le gel

Le choix et le nombre des emplacements devront être déterminés en fonction des risques présents.

- De poteaux d'incendie implantés à proximité de l'établissement d'un modèle incongelable de diamètres 150 mm ou 100 mm qui devront être conformes aux normes en vigueur.

- 3 poteaux incendie seront disponibles (n°129 et 130 à proximité du site) et un à proximité immédiate de l'entrée du site à compter du 31 mars 2015. (APC du 03/10/2014)

Les installations de protection contre l'incendie seront correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié

Article 11 de l'AP n° 2014276-0011 du 03/10/2014 :

L'article 3 de l'annexe à l'arrêté n° 1357 du 8 avril 1997 est complété comme suit :

##### **6 Prescriptions relatives aux entrepôts couverts**

##### **6.4 Moyens de lutte contre l'incendie**

Le stockage est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.

#### **Constats :**

##### **Constat issu de l'inspection du 22/03/2022 :**

L'exploitant a présenté le rapport Q4 concernant la vérification annuelle des extincteurs daté du 21/10/2021, celui-ci conclut à la conformité au référentiel APSAD R4.

L'exploitant a présenté le rapport de vérification / registre de sécurité des installations incendie daté du 19/10/2021. Celui-ci mentionne un RIA à remplacer. L'exploitant a présenté la facture de remplacement et mise en place du RIA.

Non-conformité :

L'exploitant n'a pas pu justifier les débits des poteaux d'incendie actuellement en place et de leur distance au site.

Il a déclaré disposer également d'une réserve d'eau de 50 m<sup>3</sup> et de 1 000 L d'émulseur.

L'exploitant transmettra les justificatifs de l'adéquation des moyens d'extinction disponibles.

Délai : 30/05/2022

##### **Constat lors de l'inspection du 12/03/2024 :**

L'exploitant a transmis les diagnostics protection incendie de janvier 2024 pour les trois poteaux incendie.

**La non-conformité est soldée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Maintenance et test – suivi des non-conformités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 22/03/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> 6.4.4 – Désenfumage Le désenfumage des locaux, devra pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne devra pas être inférieure au 1/200e de la superficie de ces locaux L'ouverture des équipements envisagés devra pouvoir se faire manuellement depuis le niveau du sol (y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique). Les commandes des dispositifs d'ouverture devront être accessibles en permanence. Pour la partie bâtiment ancien abritant les chambres froides, ces dispositions ne sont pas applicables.
<b>Constats :</b> <b><u>Constat issu de l'inspection du 22/03/2022 :</u></b> Non-conformité : L'exploitant a présenté les observations générales du rapport de maintenance préventive du système de sécurité incendie du 25/06/2021. Ce rapport concerne le système de sécurité incendie ainsi que les détections et le désenfumage. Les 9 observations générales relevées concernent pour certaines des non-conformités pour lesquelles il est indiqué « devis en cours » depuis plusieurs années (réservoirs de système d'extinction à ré-éprouver, détecteur de flamme à remplacer, absence de commande de désenfumage au rez-de-chaussée). Délai : mise en conformité dès que possible – justificatifs avant le 30/05/2022.  <b><u>Constat lors de l'inspection du 12/03/2024 :</u></b> L'exploitant a présenté le suivi des observations figurant dans les rapports de contrôle de juillet 2023 et décembre 2023. Les travaux sont faits, en cours ou programmés. <b>La non-conformité est soldée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie – Stockage de liquides inflammables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 22/03/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 10 de l'AP n° 2014276-0011 du 03/10/2014 : L'article 3 de l'annexe à l'arrêté n° 1357 du 8 avril 1997 est complété comme suit : 5 Prescriptions relatives au stockage de liquides inflammables 5.1 Implantation, aménagement 5.1.1 Comportement au feu des bâtiments



[...]

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent).

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

### 5.3.3 Détection et protection contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment :

- d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site et notamment dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un système d'alarme incendie avec report d'alarme ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- d'au moins une couverture spéciale antifeu.

Les stockages aériens de liquides inflammables de catégorie B sont également équipés :

- d'un système de détection automatique d'incendie approprié au produit ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté au risque à couvrir.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

### **Constats :**

#### **Constat issu de l'inspection du 22/03/2022 :**

#### **Non-Conformité :**

L'exploitant dispose de deux locaux abritant le stockage de liquides inflammables (LI) : le local 401 (chambre 5) et le local dit « Bunker » contenant les bidons d'arômes entamés.

Il a été constaté lors de l'inspection que certaines prescriptions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral n°2014276-0011 du 03/11/2014 ne sont pas respectées.

Le local 401 est en sous-sol, il comporte une barrière de rétention actionnable manuellement, testée le jour de l'inspection. Un raccord ZAG permet l'extraction des fumées en cas d'incendie.

Le local 401 ne comporte pas de réserve de produit absorbant ni de couverture anti-feu.

Le local « Bunker » n'est pas équipé de barrière de rétention, ne comporte pas de réserve de produit absorbant ni de couverture anti-feu. Il n'est pas équipé d'un système d'extinction automatique. Ce stockage n'est pas limité aux arômes nécessaires à deux jours de production.

Chacun des locaux est équipé d'une porte coupe-feu. Celles-ci ne semblent pas étanches.

L'exploitant n'a pas pu préciser les caractéristiques des portes coupe-feu lors de l'inspection.

L'exploitant doit s'assurer de la conformité de chacun des locaux de stockage de LI à l'ensemble des prescriptions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral n°2014276-0011 du 03/11/2014.

Quatre palettes de produits inflammables en attente de départ pour destruction sont stockées en dehors du local 401 dans la zone de préparation. L'exploitant indique que ce stockage peut durer quelques jours. La zone de préparation n'est pas adaptée au stockage de liquides inflammables.

Délai : mise en conformité dès que possible – justificatifs avant le 30/05/2022.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis des justificatifs pour :

- La mise en place d'une réserve de produit absorbant et d'une couverture anti-feu dans le local 401 et le local Bunker (photos transmises).

- La mise en place d'une barrière de rétention avec asservissement d'une sonde de détection liquide au sol pour une fermeture automatique en cas de détection de liquide au sol (photos transmises).

**Constat lors de l'inspection du 12/03/2024 :**

Le contrôle a porté uniquement sur le local 401 et la zone de préparation.

Une réserve de produit absorbant et une couverture anti-feu sont disponibles. La barrière de rétention a été testée lors de l'inspection et se ferme correctement.

Un affichage demandant la limitation du stockage dans la zone de préparation est en place. Le magasinier a été interrogé. Il indique que la zone est vidée de tout stockage de produit inflammable au plus tard le soir avant son départ.

L'exploitant n'a pas su justifier du caractère EI 30 des portes coupe-feu.

L'exploitant n'a transmis aucune réponse concernant l'absence de système d'extinction automatique dans le local « Bunker ». La prescription s'applique aux stockages aériens de liquides inflammables de catégorie B. Un stockage aérien est un stockage qui n'est pas enterré, ce qui correspond bien aux stockages présents sur le site.

Catégorie A de liquides inflammables (liquides extrêmement inflammables) : catégorie relative aux liquides inflammables comprenant l'oxyde d'éthyle et tout liquide dont le point d'éclair est inférieur à 0 °C et dont la pression de vapeur saturante à 35 °C est supérieure à 105 pascals.

Catégorie B de liquides inflammables (ou 1ère catégorie) : catégorie relative aux liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 55 °C et qui ne répondent pas à la définition des liquides extrêmement inflammables.

L'exploitant n'a pas vérifié la conformité des stockages de liquides inflammables aux prescriptions du point 5 de l'article 3 de l'arrêté n°1357 du 8 avril 1997, modifié par l'arrêté préfectoral n° 2014276-0011 du 03/10/2014.

En particulier, l'inspection a constaté l'absence de ventilation du local 401.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifie le caractère coupe-feu EI30 des portes coupes-feu des locaux de stockage des liquides inflammables « 401 » et « Bunker ».

L'exploitant transmet un planning de mise en conformité des locaux de stockage des liquides inflammables « 401 » et « Bunker ».

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 31/05/2024

**N° 6 : Réalisation des requalifications périodiques – situation irrégulière**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Appareils à pression

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

IV. Le plan d'inspection est établi selon les guides professionnels ou cahiers techniques professionnels approuvés, listés en annexe 2, ou selon d'autres guides ou cahiers techniques professionnels approuvés par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la

sécurité industrielle. Tout nouveau guide ou cahier technique professionnel et toute modification de guide ou cahier technique professionnel existant sont établis en accord avec le guide professionnel reconnu mentionné au 2° de l'article R. 557-14-4 du code de l'environnement.

Décision BSERR n°20-037 du 19 août 2020 modifiant la décision BSEI n°14-078 du 7 juillet 2014 relative à la reconnaissance d'un cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression.

#### Article 2

Le cahier technique professionnel porté par l'union syndicale nationale des exploitations frigorifiques (USNEF) pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression – version du 23 juillet 2020, est approuvé à l'exception des fiches techniques qui y sont jointes.

#### Article 3

Les exploitants qui établissent des plans d'inspection selon le CTP mentionné à l'article 2, justifient, sur demande, de la conformité des équipements aux exigences de ce cahier technique Professionnel.

#### A.3. Requalification périodique

##### A.3.2 Périodicité de la requalification

La requalification des équipements sous pression contenant des fluides frigorigènes toxiques est réalisée au plus tous les 6 ans.

#### **Constats :**

##### **Constat issu de l'inspection du 22/03/2022 :**

Non-conformité :

Les systèmes frigorifiques à l'ammoniac ont une année de construction de 2011.

Aucun poinçon de requalification périodique n'a pu être trouvé sur la plaque des équipements, des ensembles ou à proximité.

Délai : mise en conformité dès que possible – justificatifs sous 15 jours.

L'exploitant a transmis les attestations des requalifications des groupes froids réalisées en 2017. Les plaques n'avaient pas été poinçonnées par l'organisme habilité (APAVE).

##### **Constat lors de l'inspection du 12/03/2024 :**

L'exploitant a indiqué avoir du mal à faire poinçonner les plaques par l'APAVE, et qu'une intervention était programmée pour la semaine suivante.

##### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit faire apposer les poinçons (ou étiquette) par l'APAVE et transmettra des photos pour justifier de la réalisation de l'action corrective.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 31/05/2024

#### **N° 7 : Absence de mur coupe-feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ammoniac

##### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

##### **Prescription contrôlée :**

Article 9 de l'AP n° 2014276-0011 du 03/10/2014 :

L'article 3 de l'annexe à l'arrêté n° 1357 du 8 avril 1997 est complété comme suit :

<p>4 Prescriptions relatives à l'installation de réfrigération à l'ammoniac [...]</p> <p>4.2.2 Comportement au feu des bâtiments</p> <p>Les salles des machines sont conçues de façon à respecter les prescriptions du chapitre 5 de la norme NF EN 378-3 (version 2008).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constat issu de l'inspection du 22/03/2022 :</u></b></p> <p>Non-conformité :</p> <p>Il n'y a pas de mur coupe feu entre le local ammoniac et la cellule froid voisine.</p> <p>Des travaux sont en cours.</p> <p>Délai : mise en conformité dès que possible – justificatifs avant le 30/06/2022.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis des photos des travaux réalisés.</p> <p><b><u>Constat lors de l'inspection du 12/03/2024 :</u></b></p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter une attestation REI 120 pour le mur. En effet, plusieurs entreprises sont intervenues pour ces travaux, et refusent d'attester du caractère RIE 120 du mur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet une attestation REI 120 pour le mur coupe feu entre le local ammoniac et la cellule froid voisine.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 31/05/2024</p>

#### N° 8 : Schéma des réseaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>AP du 08/04/1997 modifié – Annexe – Article 2</p> <p>4.3 - Collecte des effluents liquides</p> <p>4.3.2 - Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, ... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le schéma des réseaux des rejets aqueux a été présenté.</p> <p>Le réseau des eaux pluviales des voiries, représenté sur le schéma, ne semble pas cohérent. En effet, les eaux pluviales semblent être rejetées dans le réseau unitaire communal, sauf pour celles des secteurs des séparateurs d'hydrocarbures n°3 et n°4. Or, l'autorisation spéciale de déversement du 29/07/2019 indique que les eaux pluviales « parking » et « zone stockage déchets organiques » sont rejetées en puits d'infiltration après respectivement passage dans un séparateur à hydrocarbures et bac à graisse.</p> <p>Le schéma des réseaux ne permet pas de comprendre la circulation des effluents.</p> <p>Il convient de vérifier le plan des réseaux, en particulier à proximité de l'obturateur 2 et de la benne à déchets.</p> <p>Le sens d'écoulement doit être indiqué.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre à jour le plan des réseaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30/06/2024

**N° 9 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b> Les effluents industriels sont rejetés dans le réseau unitaire communal. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont rejetées dans le réseau unitaire communal ou infiltrées dans des puits d'infiltration après passage dans des séparateurs d'hydrocarbures. Le contrôle a porté sur deux puits d'infiltration : Le puits d'infiltration situé en aval de l'obturateur n°3 est propre et vide, malgré les pluies récentes. Le puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2 est plein d'eau qui paraît huileuse.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit clarifier le plan des réseaux, en particulier à proximité de l'obturateur n°2 et s'assurer que seules des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées ou traitées par un séparateur d'hydrocarbures sont infiltrées. Le puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2 doit être pompé et curé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30/06/2024

**N° 10 : Points de prélèvement aménagés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<b>Prescription contrôlée :</b> AP du 08/04/1997 modifié – Annexe – Article 2 4.6 - Surveillance des rejets Sur chaque canalisation de rejet doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure. L'accès aux points de mesure ou de prélèvement doit être aménagé, notamment pour permettre l'amenée de matériel de mesure.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 12/03/2024, la visite de terrain a permis de visiter les installations de

<p>prélèvement et de mesure de l'exploitant. Le regard dans lequel sont effectués les prélèvements et mesures lors des contrôles inopinés a également été vu.</p> <p>L'exploitant réalise la mesure du débit entre le bac de relevage et le dégrilleur sur la tuyauterie.</p> <p>La mesure en continu de la température et du pH est réalisée sur le bac de relevage.</p> <p>Les prélèvements pour analyses sont réalisés dans le bac situé en aval du dégrilleur. Le préleveur est asservi au débit. L'armoire de prélèvements est réfrigérée à 4 °C.</p> <p>Le regard dans lequel sont effectués les contrôles inopinés est situé en aval de l'obturateur n°5. Ce regard est situé en aval du raccordement des eaux vannes et des eaux pluviales en provenance du caniveau situé à proximité de la benne à déchets.</p> <p>Par conséquent, les contrôles inopinés sont réalisés sur les eaux industrielles mélangées à des eaux vannes et des eaux pluviales.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier l'impossibilité d'effectuer les contrôles inopinés en amont du mélange des effluents industriels avec les eaux vannes et les eaux pluviales.</p> <p>L'exploitant doit également transmettre une analyse de l'impact de la localisation du prélèvement sur les résultats des contrôles inopinés au regard des volumes des différents effluents mélangés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30/06/2024</p>

#### N° 11 : Respect des périodicités minimales de surveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>AP du 08/04/1997 modifié – Annexe – Article 2</p> <p>4.6.1 - Rejets dans le réseau d'assainissement de VALENCE Le débit rejeté sera mesuré en continu.</p> <p>L'exploitant procédera à une analyse hebdomadaire de ses rejets suivant une méthode normalisée. Cette mesure sera réalisée sur un prélèvement de vingt quatre heures. L'analyse portera sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH</li> <li>- DBO<sub>5</sub></li> <li>- DCO</li> <li>- MEST</li> <li>- Azote total.</li> </ul> <p>Une fois par an une analyse complète des rejets sera réalisée par un laboratoire agréé.</p> <p>Les résultats des analyses hebdomadaires seront transmis sous forme de tableaux mensuels tous les trimestres à l'inspecteur des installations classées et au gestionnaire de la station d'épuration communale.</p> <p>Lors de pollution importante du milieu récepteur, l'inspecteur des installations classées pourra demander que des analyses spéciales des rejets soient effectuées dans les délais les plus brefs, éventuellement sous le contrôle d'un organisme indépendant. Les frais relatifs à ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les périodicités minimales de surveillances sont respectées pour les effluents. Les résultats sont régulièrement saisis sous GIDAF.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 35 de l'arrêté du 14 décembre 2013 modifié</p> <p>L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p> <p>La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont.</p> <p>Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.[...]</p> <p>Article 36 de l'arrêté du 14 décembre 2013 modifié</p> <p>I. Sans préjudice des dispositions de l'article 25, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. Pour chacun des polluants rejetés par l'installation, le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2ème alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié. (Voir tableau de l'arrêté)</p> <p>II. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes. (Voir tableau de l'arrêté)</p> <p>Article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. (Voir arrêté)</p> <p>AP du 08/04/1997 modifié – Annexe – Article 2</p> <p>4.5 - Qualité des effluents rejetés</p> <p>4.5.1 - Les effluents devront être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>de matières flottantes,</li><li>de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,</li><li>de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li></ul> <p>Leur pH devra être compris entre 5,5 et 8,5 et leur température devra être inférieure à 30 °C.</p> <p>4.5.2 - Caractéristiques des eaux rejetées</p> <p>* dans le canal des Malcontents</p> <p>La concentration en hydrocarbures totaux ne devra pas dépasser 10 mg/l, concentration à</p>

<p>déterminer selon la norme NFT 90114.</p> <p>* dans le réseau d'assainissement de VALENCE</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les effluents ne devront pas dépasser les valeurs suivantes : (cf. AP)</li> <li>- les effluents devront présenter une concentration en matières organiques telle que la teneur en azote total du liquide n'excède pas 150 mg/l si on l'exprime en ions ammonium.</li> <li>- les effluents ne devront pas avoir des caractéristiques inférieures à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• DBO<sub>5</sub> 30 mg/l sur effluent brut</li> <li>• DCO 90 mg/l</li> <li>• MES 30 mg/l.</li> </ul> </li> <li>- les effluents devront avoir des caractéristiques inférieures à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• DBO<sub>5</sub> &lt; 2 000 mg/l</li> <li>• DCO &lt; 4 000 mg/l</li> <li>• MES &lt; 500 mg/l.</li> </ul> </li> </ul> <p>Les valeurs indiquées ci-dessus seront celles mesurées sur un échantillon représentatif de la période considérée.</p> <p>Toutefois, en fonction des exigences du gestionnaire du réseau les valeurs à respecter pourront être inférieures à ces valeurs ou supérieures à ces valeurs. Dans tous les cas l'exploitant devra se conformer aux valeurs fixées par ce dernier et les quantités d'effluents rejetés correspondantes seront au maximum les suivantes : (cf. AP du 03/10/2014)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté la nouvelle autorisation spéciale de déversement de 2023. Celle-ci n'a pas été transmise à l'administration.</p> <p>Les valeurs limites de l'arrêté préfectoral du 08/04/1997 modifié sont inférieures à celles de l'autorisation de déversement pour certains paramètres pour les concentrations. Ces modifications seront prises en compte par arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance montrent que les valeurs limites de l'autorisation de déversement sont respectées, sauf pour la température et le pH. L'exploitant indique avoir un projet de bassin tampon. L'attention de l'exploitant est attirée sur le risque d'apparition de dégagement d'H<sub>2</sub>S dans les bassins tampons.</p> <p><b>Non-conformité :</b></p> <p><b>Les valeurs limites d'émission ne sont pas respectées pour ce qui concerne la température et le pH.</b></p> <p>De plus, l'exploitant doit se prononcer sur les paramètres de son autosurveillance. La lettre de suite détaille les informations attendues.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la dernière autorisation spéciale de déversement,</li> <li>– un planning de mise en conformité de ses rejets pour ce qui concerne le pH et la température,</li> <li>– son positionnement sur son autosurveillance.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 31/07/2024</p>

**N° 13 : Transmission GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF



<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p> <p>AP du 08/04/1997 modifié – Annexe – Article 2</p> <p>4.6.1 - Rejets dans le réseau d'assainissement de VALENCE</p> <p>Les résultats des analyses hebdomadaires seront transmis sous forme de tableaux mensuels tous les trimestres à l'inspecteur des installations classées et au gestionnaire de la station d'épuration communale.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>La transmission des résultats d'analyse est régulièrement réalisée sur GIDAF, excepté pour le contrôle des eaux pluviales.</p> <p>Les prescriptions relatives aux eaux pluviales seront réexaminées suite à la mise à jour des réseaux, en fonction des eaux susceptibles d'être significativement rejetées dans le milieu naturel.</p> <p>Le cadre GIDAF doit être modifié pour permettre la télédéclaration des résultats de la surveillance des rejets dans le canal des Malcontents.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

#### N° 14 : Débit de rejet

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2</p> <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet</p> <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>AP du 08/04/1997 modifié – Annexe – Article 2</p> <p>4.6.1 - Rejets dans le réseau d'assainissement de VALENCE</p> <p>Le débit rejeté sera mesuré en continu.</p> <p>[...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le débit est mesuré en continu, sur la tuyauterie située entre le bac de relevage et le dégrilleur. Les prélèvements sont asservis au débit.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

#### N° 15 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II</p> <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs</p> <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 14/12/2013 modifié – Article 1 :</p> <p>Les prescriptions générales du présent arrêté ne sont pas applicables aux installations autorisées avant le 1er janvier 2014 au titre de la rubrique 2220 et relevant de l'enregistrement à partir de cette date.</p>
---

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice :

- de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.
- des autres législations ainsi que des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Toutefois, les dispositions des articles 25, 32, 35, 36, 37, 38, 55 et 56 s'appliquent aux installations existantes et aux installations nouvelles conformément aux dispositions de l'article 24 de l'arrêté du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement.[...]

Arrêté du 14/12/2013 modifié - Article 55 :

[...] Les dispositions des alinéa II et III de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.

Elles concernent :

- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau ;
- la réalisation de contrôles externes de recalage.

Arrêté du 02/02/1998 modifié – Article 58-II :

Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Arrêté préfectoral du 08/04/1997 modifié – Annexe – Article 2

4.6.1 - Rejets dans le réseau d'assainissement de VALENCE [...]

Une fois par an une analyse complète des rejets sera réalisée par un laboratoire agréé. [...]

**Constats :**

L'exploitant réalise lui-même les prélèvements. Aucun écart n'a été relevé lors du dernier contrôle inopiné par le laboratoire sur les moyens de prélèvement.

Les analyses sont confiées à un laboratoire agréé.

Les échantillons ne sont pas systématiquement envoyés dans les 24 heures pour analyse. Cela a pour conséquence que certains résultats ne sont pas remis sous accréditation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit veiller à transmettre les échantillons pour analyse dans les 24 h qui suivent le prélèvement.

Justificatif : rapport d'analyse du prochain contrôle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 31/07/2024

**N° 16 : Étanchéité et curage des égouts**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article 4.3.4

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Étanchéité des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> 4.3.4 - Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 12/03/2024, l'inspection a constaté que le puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2 était rempli. Le liquide présente des irisations alors que le puits d'infiltration est situé en aval hydraulique d'un décanteur/deshuileur. L'exploitant a pourtant indiqué avoir fait réaliser récemment un curage du puits et un entretien du décanteur/deshuileur. Il existe par conséquent un doute quant-à la bonne étanchéité des réseaux. Le curage de ce puits doit être renouvelé.  L'inspection a aussi constaté que le regard situé sur le réseau de rejet des eaux de refroidissement situé à proximité de la benne à déchet n'était pas étanche. Or, ces eaux sont rejetées directement dans le canal des Malcontents.  <b>Non-conformité :</b> <b>Il existe un doute quant à l'étanchéité des égouts à proximité de l'obturateur 2. Le réseau de rejets des eaux de refroidissement n'est pas étanche.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit vérifier la bonne étanchéité de son réseau d'égout. L'exploitant doit réaliser le curage du puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2. L'exploitant doit étanchéifier le réseau de rejet des eaux de refroidissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> Transmission des justificatifs : 31/07/2024

#### N° 17 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 32 de l'arrêté du 14 décembre 2013 En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 36 avant rejet au milieu naturel.  Article 36 de l'arrêté du 14 décembre 2013 I. Sans préjudice des dispositions de l'article 25, les eaux résiduelles rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. [...] II. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduelles rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes. [...]

Hydrocarbures totaux : Code SANDRE : 7009 Valeur limite : 10 mg/L
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 12/03/2024, l'inspection a constaté que le puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2 était rempli. Le liquide présente des irisations alors que le puits d'infiltration est situé en aval hydraulique d'un décanteur/deshuileur. L'exploitant a pourtant indiqué avoir fait réaliser récemment un currage du puits et un entretien du décanteur/deshuileur. Il existe par conséquent un doute sur le bon dimensionnement de l'ouvrage de traitement. L'exploitant doit s'assurer du respect des valeurs limites de rejet. <b>Non-conformité :</b> <b>Les valeurs limites de rejets dans le milieu naturel ne semble pas respectées pour le puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit justifier du dimensionnement de l'ouvrage de traitement en amont du puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2. L'exploitant doit transmettre : – le justificatif de l'entretien du décanteur/deshuileur situé à proximité de l'obturateur n°2, – le résultat des analyses du puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 31/07/2024

#### N° 18 : Effluents – contrôle de la présence d'H<sub>2</sub>S

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article 4.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rejets de puits susceptibles de dégager des gaz toxiques en égout
<b>Prescription contrôlée :</b> 4.5 - Qualité des effluents rejetés 4.5.1 - Les effluents devront être exempts : - de matières flottantes, - de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables, - de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.
<b>Constats :</b> Par courrier du 29/06/2023, il était demandé à l'exploitant de procéder sous trois mois à une analyse de la présence d'H <sub>2</sub> S (gazeux et dissous) dans ses rejets. Cette analyse devant comporter au minimum, 4 mesures sur 24 h sur les mois d'été. L'exploitant a réalisé un unique contrôle le 14/09/2023. Ce contrôle a porté sur un prélèvement d'air dans le regard situé en amont du rejet dans le réseau communal et sur 4 prélèvements d'effluent. Ce contrôle n'a pas révélé de présence d'H <sub>2</sub> S. Les résultats n'ont pas été transmis.  L'exploitant a prévu de réaliser de nouveau des contrôles sur les mois de juin, juillet, août et

septembre 2024. Les résultats de ces contrôles devront être transmis à l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre : <ul style="list-style-type: none"> <li>– les résultats des analyses réalisées le 14/09/2023,</li> <li>– les résultats des analyses de la présence d'H<sub>2</sub>S (gazeux et dissous) dans les rejets de la campagne 2024, dès réception des résultats.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 31/07/2024